

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux - 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM Granulats (ex HOLCIM)

49 avenue Georges pompidou
92300 Levallois-Perret

Références : 330/2025
Code AIOT : 0010003759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement EQIOM Granulats (ex HOLCIM) implanté La Brosse - Grande Pièce de la Brosse 45600 Sully-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale relative à la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) relatives à la protection de la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM Granulats (ex HOLCIM)

- La Brosse - Grande Pièce de la Brosse 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010003759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EQIOM exploite la carrière de sables et graviers alluvionnaires située au lieu-dit "La Brosse".

L'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 25 août 2022 pour une durée de 24 ans.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure environnementale 1	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Mesure environnementale 4	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesure environnementale 2	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.7.5.	Sans objet
3	Mesure environnementale 3	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article annexe 5	Sans objet
5	Mesure environnementale 5	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5	Sans objet
6	Mesure environnementale 6	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5	Sans objet
7	Mesure environnementale 7	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article annexe 5	Sans objet
8	Dérivation du	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Rosoir	article 3.5.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure environnementale 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.7.3.
Thème(s) : Actions régionales, Mesures liées aux travaux de déboisement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement au défrichement, un inventaire par un écologue sera réalisé afin d'identifier les arbres à chauves-souris et les arbres à grands capricornes.</p> <p>L'abattage des arbres à chauves-souris sera limité à la période de septembre à la fin octobre, avant l'hibernation des chauves souris. Ils seront laissés au sol pendant 24h pour laisser le temps aux animaux de quitter leur gîte.</p> <p>Les grumes des arbres susceptibles d'héberger les larves du Grand Capricorne seront conservées le long d'une lisière forestière durant 4 ans afin de permettre le développement complet des larves et l'émergence des imagos ou adultes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'exploitation de la phase I, l'exploitant a procédé au défrichement des deux zones boisées situées au nord du périmètre.</p> <p>Préalablement aux travaux, l'exploitant a fait intervenir un écologue sur le site.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté plusieurs compte-rendus (CR) de la société Ecosphère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un CR relatif aux travaux sur les parcelles cadastrées AW n°140, 141, 142, de 161 et qui fait suite aux visites du 03/10/22, du 04/01/23 et du 12/01/23; - un CR relatif aux travaux sur la parcelle AW n°405 et qui fait suite à la visite du 29/08/23; - un CR relatif aux travaux sur le bois au Sud Est de la carrière et qui fait suite à la visite du 10/09/24. <p>L'inspection relève que l'ensemble des opérations préconisées pour repérer et baliser les arbres potentiellement favorables aux chiroptères a été réalisé avant le défrichement. De même, le mode d'abatage de ces arbres a également été respecté.</p> <p>En revanche, le repérage d'arbres potentiellement favorables à l'hébergement des larves de Grand Capricorne n'a pas été réalisé, et aucune grume n'a été conservée.</p> <p>Écart : L'exploitant n'est pas en mesure d'attester qu'aucun arbre présent sur la zone, qui a fait l'objet d'un défrichement, n'était pas susceptible d'héberger les larves du Grand Capricorne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier pourquoi aucun inventaire des arbres pouvant héberger des larves du Grand Capricorne n'a été réalisé préalablement au défrichement effectué qui aurait peut-être</p>

conduit à conserver des grumes en lisière du bois comme prescrit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesure environnementale 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.7.5.
Thème(s) : Actions régionales, protection des nids d'hirondelle de rivage
Prescription contrôlée : L'exploitation des fronts de taille occupés par les hirondelles de rivage est interdit du 1 ^{er} mars au 30 août.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas visualisé de nids d'hirondelles. Une zone potentiellement favorable a tout de même été interdite d'accès aux engins et des panneaux ont été mis en place pour indiquer la présence potentielle de cette espèce. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure environnementale 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article annexe 5
Thème(s) : Actions régionales, Protection des station de Spargouttes
Prescription contrôlée : Les stations de Spargoutte printanière ne sont pas exploitées. La chênaie claire sur sable longeant la station de Spargoutte printanière est maintenue au droit de la bande de 10 m
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'inventaire réalisé par l'association Loire Nature environnement (LNE) relatif aux plants de Spargoutte printanière. Lors de la visite, les zones susceptibles d'héberger cette espèce sont bien délimitées et protégées contre toutes interventions. La station de Spargoutte printanière est bien maintenue ainsi que la chênaie dans la bande des 10 m. De plus, le chemin longeant la bande des 10 m est réservé à la randonnée pédestre. Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure environnementale 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Actions régionales, gestion des écosystèmes de Silènes de France
Prescription contrôlée : Les stations à Silène de France ne sont pas exploitées. Elles sont entretenues de manière adaptée (broyage de la végétation en août/septembre avec exportation des résidus de fauche. (ME2))
Constats : L'exploitant a présenté les résultats de l'inventaire réalisé en juin 2025 par l'association Loire Nature environnement (LNE). 3 stations de Silène de France ont été identifiées : deux sur les sites déjà connus et une sur un autre site. Les deux sites qui ont fait l'objet de préconisations dans l'étude d'impact n'ont pas été exploités et sont protégés. La nouvelle station a également fait l'objet d'une protection par la mise en place d'une bande de signalisation sur le périmètre de la zone et d'un panneautage. Cette plante pionnière s'est implantée sur une zone défrichée vouée à être extraite. Les écologues de LNE ont donc préconisé de transférer la terre de cette zone en fin de saison pour la remettre directement sur une zone remise en état. A la demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas, pour l'instant, procédé à un entretien particulier de ces zones. L'inspection rappelle que la fauche et l'exportation des résidus de fauche doivent être réalisées tous les deux ans au minimum pour maintenir l'espace ouvert. Écart : L'exploitant ne respecte pas la fréquence d'entretien préconisée dans son étude d'impact pour la conservation de la Silène de France.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit entretenir de manière adaptée les stations de Silène de France et transmettre à l'inspection toute preuve (photos par exemple) de cet entretien pour 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Mesure environnementale 5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Actions régionales, Lutte contre la prolifération de la Renouée du Japon
Prescription contrôlée : Destruction des foyers de Renouées du Japon par des techniques évitant les projections (fauchage en dessous des premiers nœuds) et évacuation des résidus.
Constats : Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur le site où des plants de Renouée du Japon avaient été signalés. Aucune Renouée n'a été observée sur la zone ni à proximité. Pas d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesure environnementale 6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article Annexe 5
Thème(s) : Actions régionales, Arrachage des Robiniers
Prescription contrôlée : - Arrachage des Robiniers faux acacias (MI2).
Constats : Lors de la visite de la carrière, aucun robinier n'a été aperçu sur l'ensemble du site. La zone où il avait été inventorié est indemne de robinier. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure environnemtale 7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article annexe 5
Thème(s) : Actions régionales, Signalisation des zones sensibles
Prescription contrôlée : Tous les secteurs sensibles devront être balisés au préalable et signalés par des panneaux afin d'alerter le personnel de la carrière MR1.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que l'ensemble des sites sensibles font l'objet d'un balisage ou d'une protection par un grillage et signalé par des panneaux. Le responsable de la carrière a présenté en complément, des fiches intitulées "instant sécurité" qui font suite à des échanges et rappels oraux sur des thématiques à enjeux et qui sont ensuite signées par l'ensemble du personnel présent pendant ces rappels. La fiche "présence de Silène de France" du 30 juin 2025 été présentée. Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dérivation du Rosoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Actions régionales, finalisation de la dérivation
Prescription contrôlée : La dérivation est achevée dans un délai de 3 ans maximum après le début des travaux.
Constats :

La première tranche des travaux de dérivation du Rosoir a été réalisée entre septembre 2023 (terrassement) et mars 2024 (pour la finalisation des berges).

2024 ayant été une année très pluvieuse, aucun terrassement n'a pu être effectué.

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur la zone où est projetée la deuxième tranche de la dérivation du Rosoir. Cette zone est toujours boisée.

Interrogé sur le planning envisagé pour débiter les travaux, l'exploitant a précisé que les travaux de défrichement seraient réalisés à l'automne 2025 et les travaux de terrassement de la dérivation amont, très certainement en 2026.

Par conséquent, puisque les travaux de dérivation ont débuté en 2023, l'exploitant dispose encore d'une année pour finaliser cette dérivation.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite